



CAS DE REUSSITE

INDONÉSIE : RASSEMBLER LES FORCES POUR FAIRE FACE AUX PROBLÈMES DE GOUVERNANCE

L'Indonésie collabore avec le Programme ONU-REDD à la réalisation d'une évaluation participative ouverte à tous sur la gouvernance qui ouvrira la voie à un engagement solide des parties prenantes dans la REDD+.



Initiative

L'évaluation participative de l'Indonésie sur la gouvernance vise à collecter régulièrement des informations pertinentes et accessibles sur la gouvernance dans un double objectif, d'une part pour alimenter les systèmes nationaux de sauvegarde des informations, et d'autre part pour qu'elles soient activement utilisées par le Gouvernement et la société civile afin d'entreprendre les réformes nécessaires. L'Indonésie a été le premier des quatre projets-pilotes d'évaluation participative sur la gouvernance ; les autres ont été menés en Equateur, au Nigéria et au Viet-Nam. Dès le mois de mai 2011, une cartographie des acteurs de la société civile et du Gouvernement les a conduit à se mettre d'accord sur le déploiement d'un effort collaboratif pour répondre aux problèmes prioritaires soulevés par la REDD+ en Indonésie.

Problème

Les débats concernant les questions de gouvernance sont souvent sensibles et toujours passionnés, car ils concernent ceux qui détiennent le pouvoir et l'information. Il est rare que des acteurs issus de différents contextes, qu'il s'agisse d'organisations nationales ou locales de la société civile, de différents organismes gouvernementaux ou ministères et du secteur privé, se réunissent pour comprendre, sans parler de résoudre, les problèmes liés à la gouvernance. Les réunions qui rassemblent divers partenaires afin d'examiner les questions de gouvernance relatives à la REDD+, qu'il s'agisse des premières discussions dans le cadre d'un bureau de l'ONU ou de larges processus nationaux de mise en œuvre, sont inévitablement le théâtre d'observations résultant de la participation, de la transparence, de la légitimité de certaines parties prenantes, de leurs représentants et des intérêts tacites.

Au début, la situation n'avait rien de bien différent pour l'Indonésie, un pays qui a sollicité le soutien ciblé du Programme ONU-REDD afin de réaliser une évaluation participative sur la gouvernance en vue de la REDD+.

Les enjeux étaient élevés et les discussions approfondies. Les représentants du Gouvernement et de la société civile aux niveaux national et provincial (provenant d'Aceh, Riau, Jambi, Sumatra Sud, Kalimantan Ouest, Kalimantan Centre, Sulawesi Centre, Papouasie et Papouasie occidentale) ont travaillé conjointement pour parvenir à un accord sur des questions essentielles à examiner et à hiérarchiser.

Cet important groupe de parties prenantes a convenu que l'évaluation participative sur la gouvernance devait couvrir et collecter des données sur les questions essentielles de gouvernance relative aux cadres législatifs et politiques. Le groupe a également convenu qu'il fallait déployer des activités de renforcement des capacités afin que les acteurs engagés dans la REDD+ puissent planifier, appliquer les initiatives relatives à la REDD+ en Indonésie, et participer à ces initiatives et aux efforts de mise en œuvre dans les domaines interdisciplinaires de la planification spatiale et forestière, de la réglementation (avec une attention particulière pour les peuples autochtones), de la gestion des forêts et du contrôle des infrastructures de la REDD+.

Concrètement, cela signifie que l'Indonésie réalisera une étude et un suivi, par exemple, de la fréquence à laquelle les médias locaux diffusent des informations sur la préparation et la mise en œuvre de la REDD+, afin d'avoir une idée des conditions de l'accès à l'information. Les autorités du pays évalueront l'efficacité et l'application des exigences en matière d'intégrité et d'expertise liées au recrutement et à la promotion du personnel (surtout pour les postes stratégiques), afin d'éviter le favoritisme et le népotisme. L'évaluation participative de l'Indonésie sur la gouvernance examinera également l'efficacité de la coordination au sein des mécanismes d'application des lois en ce qui concerne la gestion des affaires pénales relatives aux forêts.

Dès le mois d'avril 2012, les parties prenantes indonésiennes avaient développé un cadre indicatif axé sur une sélection de domaines fondamentaux et un outil de collecte des données. Maintenant, les données rassemblées aux niveaux sous-national et national devraient en principe être validées par les parties prenantes concernées à la fin du mois de septembre

Conséquences

Les partenaires qui participent à la conception de l'évaluation participative sur la gouvernance peuvent désormais compter sur des données et des résultats fiables, tout en s'appropriant le processus. En réalité, comme ils ont pu réellement s'exprimer et manifester leur pouvoir de décision au cours de l'élaboration de la méthode, les acteurs de la société civile considèrent que ces données relatives à la gouvernance sont légitimes, car elles se fondent davantage sur des faits et des preuves que sur de la propagande, et ils envisagent déjà d'utiliser ces informations à des fins de plaidoyer. De la même façon, le service de la Présidence chargé de la surveillance du développement (UPK4) et le groupe de travail chargé de la REDD+ ont officiellement convenu d'accueillir les résultats finaux du projet d'évaluation participative sur la gouvernance comme une référence dans les processus décisionnels concernant les garanties nécessaires à la bonne gouvernance de la REDD+.

L'évaluation participative de l'Indonésie sur la gouvernance a déjà permis de favoriser un dialogue régulier, d'ouvrir des axes de communication, jusque là non explorés, sur les questions de gouvernance relative à la REDD+. Parmi les enseignements régulièrement tirés à propos des évaluations participatives sur la gouvernance, il faut relever que l'élaboration de données et d'indicateurs relatifs à la gouvernance améliore la responsabilité sociale, ce qui a une incidence positive sur les initiatives de développement.

La capacité du Programme ONU-REDD à inclure pleinement toute une série de partenaires en toute efficacité s'exprime également sous une autre forme d'appui. Par exemple, des discussions approfondies sur la lutte contre la corruption ont eu lieu à l'occasion d'événements régionaux qui ont rassemblé, pour la première fois, un certain nombre de partenaires nécessaires pour faire face à ces questions. Ces dialogues sans précédent ont par exemple conduit à l'adoption de la décision du Bureau du Kenya pour l'éthique et la lutte contre la corruption visant à engager un expert pour suivre les questions relatives au financement de la lutte contre les changements climatiques. Ces discussions ont également abouti à la décision prise par les Philippines d'examiner sa stratégie en faveur de la REDD+ afin de déceler les faiblesses favorables à la corruption. Au Pérou, une évaluation des risques liés à la corruption dans le cadre de la REDD+ est en cours, ce qui fait de ce pays le premier pays d'Amérique latine et des Caraïbes à prendre une telle mesure dans la région.

Réunissant les compétences techniques du Centre d'Oslo pour la gouvernance du PNUD, des bases de données sur la gouvernance forestière de la FAO et du Programme mondial du PNUD sur la lutte contre la corruption en faveur d'un développement efficace et la Section de la société civile, le Programme ONU-REDD facilite des discussions complexes en vue de la mise en place de solutions concrètes, efficaces et durables.



Secrétariat du Programme ONU-REDD

Maison internationale de l'environnement
11-13 Chemin des Anémones
CH-1219 Genève, Suisse
un-redd@un-redd.org

Le Programme collaboratif des Nations Unies sur la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement

www.un-redd.org

